Le jeudi vingt-trois février deux mille dix-sept à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Bernard CARDON, en suite d'une convocation en date du 3 février 2017.

Etaient présents : M. CARDON - Mme KUCHARSKI - M. SLEPAK - Mme BOURDJI -M. DUMARQUEZ - Mme BOUVET - M. WYRZYKOWSKI - Mmes ADAMCZEWSKI - CAFFE - M. BROUTIN - Mmes BRIOTTET - PREVOST - VAN TROYS - MM. VIVIER - BENFRID - Mmes COSTA - KALINARCZYK - M. PETIT - Mme CUEVAS - M. BORSKI - Mmes PENET - VIENNE - BLEUZET - MM. LOURDELLE - MOUTAOUKIL - Mme PRINCE - M. LASRI.

Monsieur le Président procède à l'appel nominal puis, constatant que le quorum est atteint, déclare la séance ouverte à 18H00.

Absent(s) excusé(s): M. BULTE donne procuration à M. WYRZYKOWSKI
M. STAMBULA donne procuration à M. PETIT

Absent(s) : /

Secrétaire de séance : Mme BOUVET

Mme BRIOTTET a quitté la séance à 18H52 et a donné procuration à Mme BOURDJI pour la représenter au vote des questions 21, 22,23, 24 et 25.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de procéder à un vote à main levée pour la désignation des membres ou des représentants des diverses commissions, comités, organismes et instances diverses.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 9 FEVRIER 2017

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le compte-rendu précité.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à procéder à la désignation d'un secrétaire de séance.

Madame Christiane BOUVET se déclare candidate pour remplir cette fonction.

Le Conseil Municipal désigne Madame Christiane BOUVET en qualité de secrétaire de séance.

1) ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer certains membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération du 22 Avril 2014 (DEL 2014-021) comme suit :

Membre titulaire : Monsieur BROUTIN Michel remplace Monsieur CARDON Bernard

Membre suppléant : Monsieur VIVIER Michel remplace Monsieur BROUTIN Michel

2) DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMISSION DES ACHATS

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer certains membres de la Commission des Achats.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération du 22 Avril 2014 (DEL 2014-022) comme suit :

Membre titulaire : M. BROUTIN Michel remplace M. CARDON Bernard

Membre suppléant : M. WYRZYKOWSKI Jean-Jacques remplace M. BROUTIN Michel

3) CONSTITUTION DES DIVERSES COMMISSIONS MUNICIPALES

Monsieur le Maire propose de débattre de ce sujet au prochain conseil municipal.

4) MODIFICATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE AU SEIN DES DIFFERENTS ORGANISMES ET INSTANCES

S.I.V.O.M.

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer certains membres du S.I.V.O.M.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération du 22 Avril 2014 (DEL 2014-025) comme suit :

Membre titulaire : M. CARDON Bernard remplace M. GRAF Jean-François
M. BROUTIN Michel remplace M. CARDON Bernard

Membre suppléant : M. SLEPAK Michel remplace M. BROUTIN Michel

EURALENS

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer le représentant de l'Association EURALENS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération du 23 juin 2014 (DEL 2014-048) comme suit :

DESIGNE : M. CARDON Bernard comme représentant au sein de l'Association EURALENS.

5) DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE TECHNIQUE

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer certains membres du Comité Technique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération du 23 septembre 2014 (DEL 2014-061) comme suit :

Membre titulaire : M. CARDON Bernard remplace M. GRAF Jean-François

M. BROUTIN Michel remplace M. CARDON Bernard

Membre suppléant : M. WYRZYKOWSKI Jean-Jacques remplace M. BROUTIN Michel

6) DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer certains membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T.).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE d'adopter le vote à main levée pour procéder à la désignation des nouveaux membres du Comité Technique,

DECIDE de modifier la délibération du 23 septembre 2014 (DEL 2014-060) comme suit :

Membre titulaire : M. CARDON Bernard remplace M. GRAF Jean-François

M. BULTE Michel remplace M. CARDON

Membre suppléant : M. PETIT Grégory remplace M. BULTE Michel

7) MODIFICATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Suite à l'élection du Maire en date du 9 février dernier, il convient de remplacer certains membres de la Commission Communale des Impôts Directs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération du 23 juin 2014 (DEL 2014-049) comme suit :

Membre titulaire : M. BULTE Michel remplace M. CARDON Bernard

Membre suppléant : M. PETIT Grégory remplace M. BULTE Michel

8) INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES

Suite aux élections du 9 février dernier, il est proposé à l'Assemblée de voter, conformément à la Loi, les taux (traduits en pourcentage de l'Indice Brut 1015 de la Fonction Publique) des indemnités de fonctions du Maire, des Adjointes et des Conseillers Municipaux délégués, suivant les barèmes indiqués aux articles L.2123-20, L.2123-23 et L.2123-24 du C.G.C.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

D'ANNULER la délibération du 02 septembre 2014 enregistrée sous le numéro DEL2014-056

ARTICLE 2^o :

A compter du 10 février 2017 le montant de l'indemnité de fonctions du Maire prévue par l'Article L 2123-23 est fixé comme suit :

Maire : 55% de l'Indice brut 1015

ARTICLE 3° :

A compter du 10 février 2017 le montant de l'indemnité de fonctions des Adjointes prévue par l'Article L 2123-24 précité est fixé comme suit, compte-tenu de l'exercice effectif des délégations de fonction assuré par les intéressés :

<u>1^{er} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>2^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>3^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>4^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>5^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>6^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>7^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015
<u>8^{ème} Adjoint</u> :	22% de l'indice brut 1015

ARTICLE 4° :

A compter du 10 février 2017 le montant de l'indemnité de fonctions des Conseillers Municipaux Délégués prévue par l'Article L 2123-24 précité est fixé comme suit, compte-tenu de l'exercice effectif des délégations de fonction assuré par les intéressés :

6 Conseillers Municipaux Délégués **7,27 % de l'indice brut 1015**

- 1) **BENFRID Abdehraman** - Conseiller Municipal délégué à l'Aménagement de la Gare d'Eau
- 2) **PETIT Grégory** - Conseiller Municipal délégué aux nouvelles technologies de communication
- 3) **CAFFE Danielle** - Conseillère Municipale déléguée à la Médiation – Maisons de quartier
- 4) **KALINARCZYK Stéphanie** - Conseillère Municipale déléguée aux affaires scolaires
- 5) **BULTE Michel** - Conseiller Municipal délégué aux Espaces Verts – eaux – hygiène - sécurité
- 6) **COSTA Séverine** - Conseillère Municipale déléguée aux relations avec les bailleurs

ARTICLE 5° :

D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget communal.

ARTICLE 6° :

DE TRANSMETTRE au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération et le tableau annexé récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

9) REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions en vue de la bonne organisation des travaux de l'assemblée délibérante, le Conseil Municipal est invité, suite aux élections du 9 février dernier, à adopter le projet de règlement intérieur proposé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

ANNULE la délibération du 1^{er} octobre 2014 (DEL2014-063),

ADOpte à l'unanimité le règlement intérieur de la Ville de COURCELLES-LES-LENS.

10) GARANTIE COMMUNALE A « MAISONS ET CITES SOGINORPA » POUR L'ACQUISITION DE 41 LOGEMENTS EN VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement) – RUES EMILE ZOLA ET FAIDHERBE

La Société « Maisons et Cités SOGINORPA, sollicite la garantie communale pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 4 114 072 € qu'elle se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition de 41 logements – rues Emile Zola et Faidherbe.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accorder la garantie demandée et d'autoriser à cet effet Monsieur le Maire à signer tous les documents à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ARTICLE 1 :

Le Conseil Municipal de la Commune de COURCELLES-LES-LENS accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt (*durée de 50 ans pour le foncier et de 40 ans pour la construction*) d'un montant total de Quatre millions cent quatorze mille soixante-douze Euros (4 114 072,00 euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 50982, constitué de 4 lignes de prêt.

ARTICLE 2 : La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

11) OPERATION DE CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS REPARTIS EN 2 BATIMENTS – RUES ZOLA ET FAIDHERBE - ADRESSE POSTALE ET DENOMINATION DES IMMEUBLES

Monsieur le Président informe l'Assemblée que 42 logements répartis sur 2 bâtiments, situés respectivement rues Emile Zola et Faidherbe, sont actuellement en cours de construction.

Il précise que l'entrée des 2 immeubles est commune et se situe rue Faidherbe.

Il est proposé à l'Assemblée, préalablement à la livraison des logements et à l'aménagement des locataires, pour faciliter le repérage, le travail des préposés de la Poste et autres services publics ou commerciaux, d'identifier clairement les futures adresses postales et la dénomination des bâtiments, comme ci-après :

« *Résidence SULLY* » - 1, Bis rue du Général Faidherbe - Appartement 1 à 42 »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition précitée.

12) CONVENTION DE CONSTITUTION DE RESERVES FONCIERES ENTRE LA COMMUNE ET LA SAFER - PROPOSITION DE MISE EN RESERVE DE TERRAINS

Monsieur le Président rappelle à l'Assemblée qu'une convention de constitution de réserves foncières a été signée entre la Commune et la SAFER Flandres-Artois (*délibération 2015-054 du 29 décembre 2015*).

Dans cet optique, la SAFER Flandres Artois propose aujourd'hui la mise en réserve de parcelles cadastrées section ZA N° 121 (7885 m2) – ZA N° 122 (4851 m2) – ZA 123 (1376 m2) – ZA N° 124 (519 m2) – ZA N°125 (26 745 m2) et ZA N° 171 (772 m2) sises à COURCELLES-LES-LENS lieudit "Le Champ du Marais", libres d'occupation, d'une contenance totale 42 148 m² pour un montant total de 52 780,27 Euros

Conformément aux prescriptions de l'article 3.1, l'acceptation par la commune de la mise en réserve entraîne la mise à disposition de fonds auprès de la SAFER ; cette participation financière ou valeur d'attribution correspondant au prix de revient tel que défini à l'article 4.1.2 de la convention.

L'attribution ultérieure à notre profit des biens mis en réserve se fera sans versement de fonds, en raison du "préfinancement" du prix de revient évoqué ci-avant, et sera constaté par un acte de transfert de propriété dont les frais restent à la charge de la commune.

Il est proposé à l'Assemblée d'émettre un avis sur la proposition formulée par la SAFER Flandres-Artois et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la mise en réserve portant sur les parcelles précitées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition formulée par la SAFER Flandres-Artois,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise en réserve sur les parcelles reprises ci-dessus et toutes les pièces s'y rapportant.

13) ACQUISITION DE PARCELLES (EN ZONE URBAINE) A LA SAFER FLANDRES-ARTOIS

Suite à l'acquisition récente par la SAFER Flandres-Artois de terrains nus et libre d'occupation dans le cadre de la liquidation de la SAS METALEUROP NORD, la SAFER s'est engagée à rétrocéder à la commune les parcelles susceptibles de l'intéresser, cadastrées Section AB N°65, AN N° 568, 748, 772, 783, 787, 343, 344, 347, AP N° 663, 682, 653, 654, 655, 656 et 776, ZA N° 55, d'une superficie totale de 17 929 m², situées en zone U ou AU du PLU.

Pour information, la SAFER a communiqué le prix de vente de ces immeubles à la somme de 48 000,00 € T.T.C.

Le service des Domaines, dans son rapport du 3 Novembre 2016, a fixé la valeur vénale de ces parcelles, en leur état actuel du PLU en vigueur et à la valeur réelle du marché actuel, à la somme de 294 335 € H.T.

Il est proposé à l'Assemblée d'acquérir les parcelles précitées au prix principal de 48 000 € TTC dont un montant de T.V.A. sur marge de 1 761,87 € (*les frais d'acte à la charge de la commune sont évalués à 2 500 € - exonération des droits d'enregistrement*) et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 28 voix « POUR » et 1 « ABSTENTION »,

ACCEPTE l'acquisition de l'ensemble des parcelles précitées d'une superficie totale de 1ha 79a 29ca pour le prix principal de 48 000 Euros T.T.C.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié qui sera dressé par Maître Maxime BAILLEUX, Notaire Associé à HENIN-BEAUMONT.

14) ACQUISITION DE PARCELLES (EN BOIS, TAILLIS ET FRICHE) A LA SAFER FLANDRES-ARTOIS

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la SAFER Flandres-Artois se propose d'attribuer par rétrocession, au prix de 42 000 € (+ *frais d'acte évalués à 2 100 €*), les terrains, en nature de bois, taillis et friche, qu'elle a acquis auprès du liquidateur de la SAS METAREUROP NORD.

Il s'agit des parcelles cadastrées section AD N° 1,5,7, 550,558,561,564,567,570,591,728,730,734,1070, AN N° 889, AP N° 584, ZA N° 17, 129,130,131,132,133,150,153,160,168 pour une superficie totale 4ha 12a 96ca.

La SAFER s'est engagée dans l'acte d'acquisition à étudier en priorité les demandes concernant les projets communaux dans le respect de l'article L 142-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime pour les parcelles situées sur la commune en zone A ou N au P.L.U.

Il est proposé à l'Assemblée d'acquérir les parcelles précitées au prix principal de 42 000 € TTC (*les frais d'acte à la charge de la commune sont évalués à 2 100 € - exonération des droits d'enregistrement*) et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE l'acquisition de l'ensemble des parcelles précitées d'une superficie totale de 4ha 12a 96ca pour le prix principal de 42 000 Euros T.T.C.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié qui sera dressé par Maître Maxime BAILLEUX, Notaire Associé à HENIN-BEAUMONT.

15) CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que Mademoiselle DUBOIS Céline domiciliée à COURCELLES-LES-LENS – 17, rue d'Artois, est intéressée pour faire l'acquisition d'une parcelle communale jouxtant sa propriété.

La parcelle concernée est cadastrée Section AD 1129 d'une superficie de 133 m2 jouxtant et sa valeur vénale a été estimée par le Service des Domaines à 5300 €.

Il est proposé à l'Assemblée d'approuver la cession de cette parcelle communale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE la cession de la parcelle cadastrée Section AD N° 1129 d'une superficie de 133 m2 à Mademoiselle DUBOIS Céline, au prix de 5 300 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié qui sera dressé par Maître Maxime BAILLEUX, Notaire à HENIN-BEAUMONT.

16) AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE TRANSFERT DE LA COMPETENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME » A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN-CARVIN.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 prévoit le transfert aux EPCI de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale.

Le transfert de cette compétence est obligatoire à compter du 27 mars 2017 (*délai de 3 ans après la publication de la loi*), sauf opposition d'au moins un quart des communes membres, représentant au moins 20% de la population (*minorité de blocage*).

Afin d'anticiper l'éventualité d'une nouvelle compétence, la Commission Aménagement du Territoire de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin, réunie le 19 septembre 2016, a souhaité relayer aux communes l'évolution législative et demander le positionnement des communes sur ce transfert de compétence.

Aussi, par courrier en date du 25 octobre 2016, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin a sollicité l'avis du Conseil Municipal sur cette question. A défaut de délibération intervenue entre le 27 décembre 2016 et le 26 mars 2017, l'avis du Conseil Municipal sera réputé favorable.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir formuler un avis sur le transfert de compétence précité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de s'opposer au transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme Intercommunal à la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin.

CHARGE Monsieur le Maire de demander au Conseil Communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition.

17) CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE ET LA SOCIETE R.T.E. - SECURITE ET PREVENTION DU RISQUE ELECTRIQUE (PARCOURS A TRUITES)

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que dans le cadre de sa démarche de prévention du risque vis-à-vis du monde de la pêche, le Réseau de Transport d'Electricité (R.T.E.) propose à la Ville de signer une convention de partenariat dans laquelle cette société s'engage à fournir un panneau pour signaler la présence de leur ligne aérienne ainsi que des documents de sensibilisation sur la sécurité des pêcheurs à proximité des ouvrages électriques.

Il est proposé à l'Assemblée d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention de partenariat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la Société R.T.E.

18) CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS MUNICIPAUX AU COLLEGE A. DELEGORGUE

Comme les années précédentes, il est proposé au Conseil Municipal de mettre à disposition au Collège A. DELEGORGUE, pendant le temps scolaire, les équipements sportifs municipaux et d'autoriser à cet effet Monsieur le Maire à signer la convention tripartite à intervenir.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

APPROUVE à l'unanimité les conditions d'utilisation proposées,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention tripartite.

19) RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Monsieur le Maire indique aux membres de l'Assemblée qu'en application des dispositions de l'article 3 de la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et à un accroissement saisonnier d'activité.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au recrutement d'un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité à la structure multi accueil de la petite enfance, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à recruter l'agent précité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE à l'unanimité

D'AUTORISER Monsieur le Maire à recruter un agent contractuel qui assurera les fonctions d'animateur pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité.

Il sera chargé de la constatation des besoins concernés et des conditions particulières que l'agent devra justifier (niveau scolaire, possession d'un diplôme, expérience professionnelle, ...).

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 347 (Indice Majoré 325) de la fonction publique correspondant au 1^{er} échelon du grade d'Adjoint d'Animation Territorial.

D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget de l'Exercice en cours.

20) AFFILIATION AU CENTRE DE REMBOURSEMENT DU CHEQUE EMPLOI SERVICE UNIVERSEL (CESU)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que des familles ont sollicité la possibilité de pouvoir effectuer le règlement de leurs factures de périscolaire et de centre de loisirs par le moyen de Chèques Emploi Service Universel (C.E.S.U.).

Pour les Collectivités Territoriales agréées, les CESU peuvent être acceptés en paiement :

- Des activités d'accueil des jeunes enfants exercées hors du domicile : des services de crèche, halte-garderie et jardins d'enfants pour la garde des enfants de moins de 6 ans, les garderies périscolaires dans le cadre d'un accueil limité aux heures qui précèdent ou qui suivent la classe, des enfants scolarisés en maternelle ou en école élémentaire et les prestations de services fournies par les organismes ou les personnes organisant un accueil sans hébergement (Accueil Collectif de Mineur) pour les enfants de moins de 6 ans.
- En revanche, il n'est pas possible d'accepter les CESU comme moyen de paiement des services de restauration scolaire.

Seuls les CESU à montant prédéfini peuvent être acceptés par les Collectivités Territoriales.

Il est proposé à l'Assemblée d'accepter d'affilier la Commune au Centre de Remboursement du CESU (CRCESU) structure chargée d'effectuer le remboursement des titres CESU préfinancés et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE d'affilier la Commune au Centre de Remboursement du CESU (CRCESU), structure chargée d'effectuer le remboursement des titres CESU préfinancés,

ACCEPTTE les CESU préfinancés en qualité de titres de paiement pour les accueils périscolaires et de loisirs, des services de crèche, de halte-garderie, dès que l'affiliation sera effective,

DECIDE d'adapter les différents actes constitutifs des régies de recettes et habilitier les régisseurs à accepter en paiement le CESU préfinancé,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

21) DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE SOLLICITEE PAR L'ECOLE SAINT JOSEPH

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que l'Ecole Saint Joseph – 8, rue Sentier du Curé - 59260 HELLEMES, souhaite organiser une classe transplantée sur le thème « *Lecture – Ecriture – Edition* » de 6 jours, du lundi 15 mai au samedi 20 mai 2017. Ce projet concerne tous les élèves de CM1 et CM2 de l'école soit un effectif de 92 élèves.

Ce voyage scolaire sera l'occasion pour les enfants de valider in-situ et « en milieu naturel » les connaissances acquises en classe, d'être sensibilisés à la création d'un livre, de découvrir la vie collective et de gagner en autonomie.

Le coût total du voyage s'élève à ce jour à 343 €/élève.

Sachant qu'un des élèves habite la commune, le Chef d'Etablissement sollicite de la Municipalité une subvention afin de limiter la participation demandée aux familles.

Il est proposé à l'Assemblée d'allouer à l'Ecole Saint Joseph, une subvention exceptionnelle d'un montant de 50 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE d'allouer une subvention exceptionnelle à l'Ecole Saint Joseph d'un montant de 50 Euros.

DIT que la dépense correspondante sera prélevée au C/65 du Budget de l'Exercice en cours.

22) DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE SOLLICITEE PAR LE COLLEGE A. DELEGORGUE

Monsieur le Président informe l'Assemblée que le Collège Adulphe Delegorgue – Avenue Clovis Envent – 62970 COURCELLES-LES-LENS souhaite mettre en place plusieurs voyages pour l'année 2017 :

- Voyage à Berlin prévu pour 2 classes de 3^{ème}, soit 40 élèves
- Voyage à Londres prévu pour 2 classes de 3^{ème}, soit 40 élèves
- Voyage-projet de la section sportive féminine à Troyes

Pour clôturer le financement de ces trois projets, Monsieur le Principal aurait besoin d'apports complémentaires ; soit respectivement 500 €, 300 € et 800 €.

Il est proposé à l'Assemblée d'allouer une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 600 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE d'allouer une subvention exceptionnelle au Collège A. DELEGORGUE d'un montant total de 1 600 Euros.

DIT que la dépense correspondante sera prélevée au C/65 du Budget de l'Exercice en cours.

23) SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « CONSEIL CITOYEN »

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que dans le cadre des Contrats de Ville, la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion Sociale du 21 février 2014 prévoit la mise en place de conseils citoyens dans chaque quartier Politique de la Ville.

Les conseils citoyens ont pour but d'associer les habitants, les acteurs locaux et les associations dans la co-construction, le suivi et l'évaluation du Contrat de Ville.

Les conseils citoyens exercent leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et inscrivent leurs actions dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de neutralité.

Afin d'instaurer l'Association « Conseil Citoyen » dans la Commune, il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer à ladite association une subvention de démarrage d'un montant de 150 € qui lui permettrait de rembourser les frais de déclaration et de l'aider à supporter les frais de création.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE d'allouer une subvention exceptionnelle à l'Association « Conseil Citoyen » d'un montant de 150 Euros.

DIT que la dépense correspondante sera prélevée au C/65 du Budget de l'Exercice en cours.

24) DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE par 28 voix « POUR » et 1 « ABSTENTION »

ARTICLE UNIQUE

Monsieur le Maire, ou en cas d'absence de sa part, son 1^{er} Adjoint Monsieur Michel SLEPAK,, est chargé à compter de ce jour et pour la durée de son mandat de prendre par délégation du Conseil Municipal l'ensemble des décisions prévues à l'article L 2122-22 susvisé du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les domaines d'interventions sont les suivants :

- 1) D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services municipaux,
- 2) De fixer l'ensemble des tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, l'ensemble des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,
- 3) De procéder à la réalisation de l'ensemble des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- 4) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- 5) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- 6) De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
- 7) De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,
- 8) De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
- 9) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- 10) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros,
- 11) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
- 12) De fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
- 13) De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,
- 14) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
- 15) D'exercer, au nom de la commune et dans la limite des crédits prévus au budget, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code,
- 16) D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, quelque soit le type de juridiction et de niveau (*saisine et représentation devant les trois juridictions de l'ordre administratif - Tribunal Administratif, Cour administrative d'Appel, Conseil d'Etat – pour les contentieux de l'annulation, pour les contentieux de pleine juridiction, pour les contentieux répressifs dans le cadre des contraventions de voirie, pour la saisine et représentation devant les juridictions civiles et pénales et notamment le Tribunal d'Instance, de Grande Instance, la Cour d'Appel et la Cour de Cassation*)
- 17) De régler l'ensemble des conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux,
- 18) De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
- 19) De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,
- 20) De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000 €,
- 21) D'exercer, au nom de la commune et dans la limite des crédits prévus au budget, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme,
- 22) D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- 23) De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relatif à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour des opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

25) SIGNATURE DE CONTRATS ET CONVENTIONS

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que pour simplifier et accélérer la gestion des affaires communales, il serait nécessaire qu'il puisse signer des contrats et conventions avec les différents organismes ou partenaires.

Il précise qu'à chaque séance, il rendra compte au Conseil Municipal, des décisions prises.

Il est proposé à l'Assemblée d'autoriser Monsieur le Maire à signer les contrats et conventions.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout contrat et convention avec les différents organismes ou partenaires.